



Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant à la certification des prestataires de formation à la protection des données à caractère personnel

CERT CPS REF 50 - Révision 02

LA VERSION ELECTRONIQUE FAIT FOI





SOMMAIRE

1.	OBJET	3
2.	REFERENCES ET DEFINITIONS	3
2.1.	Références	3
2.2.	Abréviations et définitions	3
3.	DOMAINE D'APPLICATION	3
4.	MODALITES D'APPLICATION	3
5.	MODIFICATIONS APORTEES A L'EDITION PRECEDENTE ...	4
6.	EXIGENCES A SATISFAIRE PAR L'ORGANISME DE CERTIFICATION	4
7.	PROCESSUS D'ACCREDITATION	4
7.1.	Généralités	5
7.2.	Portée d'accréditation demandée	5
7.3.	Modalités d'évaluation	5
7.4.	Attestation d'accréditation	5
7.5.	Confidentialité – Echange d'informations	5
7.6.	Dispositions à prendre en cas de suspension, de retrait d'accréditation ou de cessation d'activité de l'organisme certificateur	6
8.	MODALITES FINANCIERES	6



1. OBJET

Ce document définit les exigences à satisfaire et le processus d'accréditation pour la certification selon le Référentiel de certification des prestataires de formation à la protection des données personnelles adopté par la délibération n° 2020-139 du 3 décembre 2020 de la CNIL.

2. REFERENCES ET DEFINITIONS

2.1. Références

Ce document s'applique en complément des documents suivants :

2.1.1. Publication de l'ISO

- NF EN ISO/IEC 17065 : 2012 « Exigences pour les organismes certifiant les produits, les procédés et les services »

2.1.2. Autres textes de référence

Ces textes constituent la base du programme de certification conformément au § 3.9 de la norme NF EN ISO/IEC 17065 : 2012 :

- Référentiel - Certification des prestataires de formation à la protection des données personnelles adopté par la délibération n° 2020-139 du 3 décembre 2020 ;
- Référentiel - Agrément des organismes pour la certification des prestataires de formation à la protection des données adopté par la délibération n° 2022-026 du 27 janvier 2022 ;
- Guide de lecture des critères du référentiel de certification des prestataires de formation à la protection des données à caractère personnel publié par la CNIL.

Ils sont disponibles sur <https://www.cnil.fr/fr/certification-des-prestataires-de-formation-la-protection-des-donnees-la-cnil-publie-un-referentiel>

Il revient à l'organisme de certification de définir ses propres modalités de contrôle, afin d'établir le programme de certification.

2.2. Abréviations et définitions

Les termes et abréviations suivantes sont utilisées :

- OC : Organisme certificateur
- CNIL : Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
- « Qualiopi » : certification des prestataires d'actions concourant au développement de compétences selon le référentiel national qualité

3. DOMAINE D'APPLICATION

Ce document s'applique à toutes les demandes d'accréditation et aux organismes accrédités pour la certification des prestataires de formation à la protection des données à caractère personnel selon le référentiel de la CNIL.

4. MODALITES D'APPLICATION

Ce document est applicable à compter du 01/11/2025



5. MODIFICATIONS APPORTEES A L'EDITION PRECEDENTE

Les modifications de fond sont marquées par un trait vertical dans la marge gauche.

Les principaux changements concernent l'adaptation du vocabulaire et des modalités d'évaluation par suite de l'évolution des règlements d'accréditation (CERT REF 05, GEN REF 06 et CERT REF 60).

6. EXIGENCES ET REGLES A SATISFAIRE PAR L'ORGANISME DE CERTIFICATION

Il appartient à tout organisme candidat ou accrédité d'appliquer les versions à jour des documents de référence cités au §2 et de prendre en compte la réglementation applicable en vigueur.

Dans la suite du document, seules les exigences spécifiques au domaine ont été indiquées, étant entendu que les exigences générales citées au §2 s'appliquent.

	NF EN ISO/C 17065 : 2012	Référentiel - Agrément des organismes pour la certification prestataires de formation à la protection des données	Commentaires éventuels
Client	3.1	§6, item 3	
Programme de certification	3.9		CERT CPS REF 50 (§2)
Utilisation de marque de conformité	4.1.3	§ 4.1.3	
Gestion de l'impartialité	4.2	§ 4.2 § 5.2 § 6.2	
Confidentialité	4.5	§ 4.5	
Personnel de l'OC - Ressources inter	6.1- 6.2.1	§ 6.1 § 6.2	
Demande	7.2	§ 7.2	
Revue de la demande	7.3	§ 7.3	
Evaluation	7.4	§ 7.4 + programme de certification d dans § 2 du CERT CPS REF 50	
Transfert de certification	7.4.5	§ 4.1.2 § 7.3.4	
Décision de certification	7.6	§ 7.6	
Document de certification	7.7	§ 7.7	
Annuaire des produits certifiés	7.8	§ 7.8	
Surveillance	7.9	§ 7.9	Renouvellement traité au même cha
Résiliation, réduction, suspension ou retrait de certification	7.11	§ 7.11	
Enregistrements	7.12	§ 7.12	
Plaintes et Appels	7.13	§ 7.13	
Système de Management	8	§ 8.1	

Ce tableau est une aide à la compréhension de l'interaction des différentes exigences applicables aux OC, mais ne constitue pas une liste exhaustive et reste à valeur indicative.

7. PROCESSUS D'ACCREDITATION

Le processus d'accréditation décrit dans les règlements d'accréditation CERT REF 05, GEN REF 06 et CERT REF 60 s'applique, avec les précisions et spécificités décrites dans les paragraphes suivants.



7.1. Généralités

Les activités de certification objet du présent document constituent un domaine d'accréditation.

7.2. Portée d'accréditation demandée

La portée de demande d'accréditation est établie selon les documents de nomenclature CERT CPS INF 02.

7.3. Modalités d'évaluation

7.3.1 Modalités de candidature

La demande d'accréditation est traitée dans §3 du Référentiel d'agrément des organismes pour la certification des prestataires de formation à la protection des données adopté par la délibération n° 2022-026 du 27 janvier 2022.

Pour candidater, l'organisme doit au préalable être accrédité selon la norme ISO/IEC 17065 pour le dispositif de certification des prestataires d'actions concourant au développement des compétences conformément au § 3 de la Délibération n°2022-026 dont les exigences spécifiques sont décrites dans le document CERT CPS REF 46.

Toute demande d'accréditation à la certification des prestataires de formation à la protection des données à caractère personnel est traitée comme une extension à un nouveau domaine technique, dont l'évaluation est composée à minima d'examens de traçabilité dossiers et d'une observation d'activité.

Le dossier de candidature doit être constitué, outre les éléments listés dans le document CERT FORM 29, des éléments suivants :

- modalités de contrôle du référentiel de la CNIL ;
- preuves de formation des auditeurs et autres personnes impliquées dans le processus de certification ;
- modalités de couplage avec les audits Qualiopi, le cas échéant.

7.3.2 Evaluations périodiques

Le domaine technique est évalué à chaque évaluation périodique.

Les examens de traçabilité dossiers des certifiés selon le référentiel de la CNIL couvrent la vérification des exigences réalisées dans le cadre de la certification de prestataires d'actions concourant au développement des compétences.

Il doit être effectué au moins une observation d'activité à chaque évaluation. L'OC peut la mutualiser avec l'observation d'activité selon le référentiel Qualiopi.

7.4. Attestation d'accréditation

L'attestation d'accréditation délivrée est établie selon le document de nomenclature CERT CPS INF 02.

7.5. Confidentialité – Echange d'informations

Le Cofrac informe, dans les plus brefs délais, de la mesure d'octroi, d'extension, de suspension, de résiliation ou de retrait (total ou partiel) d'accréditation à la CNIL, ainsi que tout changement de statuts d'accréditation de l'OC relatif à la certification Qualiopi.



Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant à la certification des prestataires de formation à la protection des données à caractère personnel

La CNIL informe sans délai le Cofrac de la suspension ou du retrait d'agrément délivré à un organisme certificateur afin qu'il prenne les mesures nécessaires, l'accréditation pouvant être remise en cause.

De même, si le Cofrac reçoit des informations de la part de la CNIL concernant les OC accrédités pour ce domaine, elles seront considérées comme données d'entrée du suivi de l'accréditation.

7.6. Dispositions à prendre en cas de suspension, de retrait d'accréditation ou de cessation d'activité de l'organisme certificateur

Les dispositions suivantes s'appliquent en complément de la procédure GEN PROC 03.

7.6.1 Dispositions à prendre en cas de suspension d'accréditation

Les dispositions du § 5 du Référentiel d'agrément des organismes pour la certification des prestataires de formation à la protection des données adopté par la délibération n° 2022-026 du 27 janvier 2022 s'appliquent.

7.6.2 Dispositions à prendre en cas de retrait de l'accréditation ou de cessation d'activité d'un organisme certificateur.

7.6.2.1 Retrait d'accréditation d'un organisme certificateur

Les dispositions du § 5 du Référentiel d'agrément des organismes pour la certification des prestataires de formation à la protection des données adopté par la délibération n° 2022-026 du 27 janvier 2022 s'appliquent.

7.6.2.2 Cessation d'activité d'un organisme certificateur

Les dispositions du § 5 du Référentiel d'agrément des organismes pour la certification des prestataires de formation à la protection des données adopté par la délibération n° 2022-026 du 27 janvier 2022 s'appliquent.

8. MODALITES FINANCIERES

Les modalités énoncées dans les documents CERT REF 06 et CERT REF 07 s'appliquent, en considérant les activités de certification objet du présent document comme un domaine technique d'accréditation.